



La question des contributions à la sécurité sociale est abordée à la section intitulée « Exploitation d'une entreprise aux États-Unis ».

La plupart des États et de nombreuses municipalités prélèvent un impôt sur le revenu des entreprises qui sont incorporées dans l'État ou qui « font des affaires » dans l'État. Une entreprise qui fait des affaires dans plusieurs États, par l'intermédiaire de succursales ou de tout autre moyen, peut être imposée dans chaque État pour la portion de son revenu provenant de l'État en question. Des déclarations d'impôt distinctes seront peut-être nécessaires pour chaque État dans lequel un établissement est maintenu (et certaines administrations municipales exigent également des déclarations d'impôt distinctes). De même, certains États peuvent imposer un impôt sur le revenu aux employés vivant ou travaillant dans leur État.

### *Sources financières pour les investisseurs étrangers*

Les banques commerciales jouent un rôle de premier plan dans les systèmes financiers complexes des États-Unis. Cependant, un vaste réseau d'institutions spécialisées (banques d'épargne, associations d'épargne et de prêt, banques d'investissements, sociétés de financement, sociétés d'affacturage, entreprises de crédit-bail, compagnies d'assurance et entreprises de capital risque) constituent également d'importantes sources de financement.

Aux États-Unis, les marchés de crédit et des capitaux sont étroitement reliés et le système bancaire est soutenu par un réseau dense de relations interbancaires. Les entreprises assez grosses pour avoir besoin de services financiers dans plusieurs lieux géographiques entretiennent habituellement des relations avec des banques et des institutions de plusieurs villes. Les prêts importants sont fréquemment consentis par un consortium de banques situées dans des centres financiers partout au pays.

Les dépôts bancaires sont assurés par la *Federal Deposit Insurance Corporation* (FDIC), qui garantit les dépôts au compte bancaire jusqu'à concurrence de 100 000 dollars américains.

### *Crédit à court terme*

Les autorisations de crédit, la forme que prend le plus souvent le financement à court terme, peuvent être obtenues auprès des banques commerciales. Ces autorisations sont habituellement accordées pour un an et sont renouvelables. Une entreprise peut disposer de plusieurs autorisations de crédit dans des banques différentes, selon ses besoins et sa solvabilité.

Le taux préférentiel, soit le taux d'intérêt variable accordé par un bailleur de fonds à ses meilleurs clients commerciaux pour des prêts à court terme non garantis, sert habituellement de point de référence pour le taux d'intérêt applicable à une autorisation de crédit. Il peut également arriver

que le taux soit fondé sur un quelconque autre indice, comme le *London Inter-Bank Offered Rate* (LIBOR), qui est habituellement plus élevé que le taux préférentiel. Les entreprises qui se négocient une autorisation de crédit importante et qui n'ont pas immédiatement besoin de tout le montant peuvent avoir à payer des frais pour la partie non utilisée du crédit.

### *Crédit à moyen et à long termes*

Sous les conditions normales du marché, les banques commerciales offrent la plus grande partie du crédit à moyen terme (de deux à cinq ans). Les autres sources de crédit à moyen et à long termes sont des sociétés de financement commercial, des compagnies d'assurance, des entreprises de crédit-bail et des fonds de pension dont la situation financière est saine.

Les prêts ou les placements d'obligations négociés en privé, habituellement par des banquiers d'investissements, sont consentis pour des périodes établies en fonction des besoins de l'emprunteur. En outre, comme aucune garantie n'est requise, ces prêts permettent à l'emprunteur d'éviter certains des frais et des périodes d'attente associés aux offres publiques de vente. En avril 1990, la *Securities and Exchange Commission* (SEC) a assoupli les obligations d'information, permettant aux entreprises étrangères d'exécuter rapidement de telles opérations financières aux États-Unis.

### *Émission d'actions et d'obligations*

Le marché des capitaux public est une autre source de fonds pour financer les besoins de placements et d'expansion des entreprises aux États-Unis. Les entreprises étrangères ou leurs filiales américaines ont pleinement accès au marché des capitaux public américain, même si les conditions d'introduction en Bourse sont généralement plus nombreuses et rigoureuses que celles appliquées dans les autres pays.